

Rôle de la Section S&R

La Section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général (DSRSG), Coordonnateur Résident (RC) et Coordonnateur Humanitaire (HC) dans ses fonctions de pilotage de la contribution de l'Organisation des Nations Unies (ONU) aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays de l'ONU et les autres partenaires internationaux en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au Nord et au Centre du Mali.

Ce bulletin bimestriel présente les derniers développements et événements (octobre-novembre 2021), en termes de stabilisation et relèvement, concentrés au Nord et au Centre du Mali. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la Section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays de l'ONU, et les partenaires techniques et financiers (PTF).

Pour plus d'informations :
Géraldine d'Hoop, Chargée de Communication et Liaison (Section S&R)
geraldine.dhoop@un.org

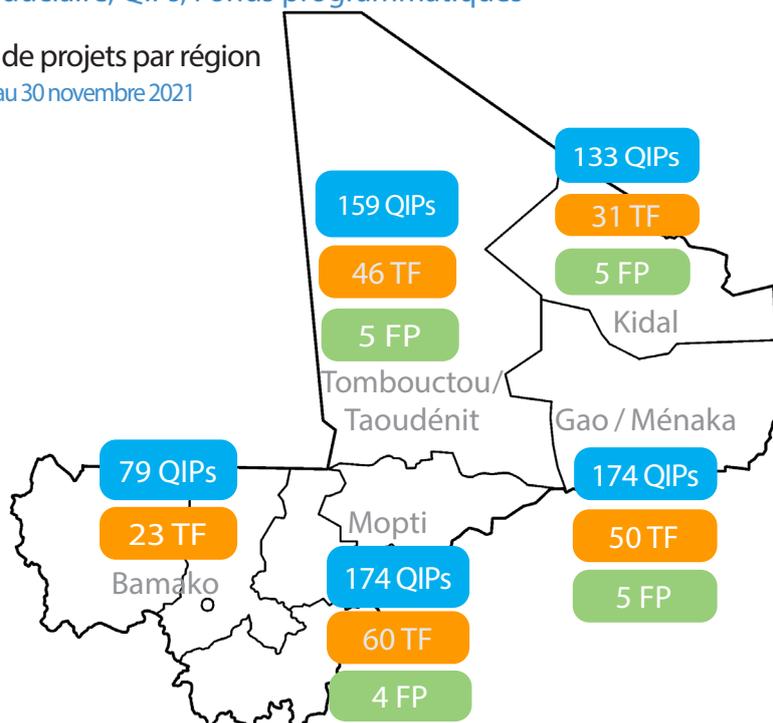


Aperçu global depuis 2013

Fonds Fiduciaire, QIPs, Fonds programmatiques

Nombre de projets par région

Mise à jour au 30 novembre 2021



Retrouvez tous les Bulletins bimestriels de S&R sur le site web de la MINUSMA: <https://minusma.unmissions.org/bulletin-mensuel>

Faits saillants

- Mopti:** 1/10: Construction de la salle de conférence de la mairie de la commune de Fakala (QIP); 13/10: Visite de 6 pays donateurs du Fonds Fiduciaire pour la Paix et la Sécurité.
- Kidal:** 11/10 - 15/10: Mission conjointe pluridisciplinaire (Stabilisation & Relèvement, Affaires civiles, Affaires politiques, Information Publique, Force, UNPOL) à Aguelhok.
- Gao:** 14/10: Mission de terrain à Ansongo (QIPs); 16/11: Visite d'une haute délégation suédoise (Fonds Fiduciaire).
- Tombouctou:** 26/10: Cérémonie de remise d'équipements et de matériels pour la conservation des manuscrits anciens (Fonds Fiduciaire).
- Bamako:** 28/10: Lancement du projet de la salle de veille pour la participation politique des femmes aux élections (Fonds Fiduciaire).
- Ménaka:** 30/11: Cérémonie de clôture de 4 projets d'adduction d'eau (QIPs).

Chiffres-clés

Projets à effet rapide (QIPs) : 629 projets finalisés et 151 en cours sur un budget de 26,8 millions de dollars américains (780 projets au total depuis 2013)

Fonds Fiduciaire (FF) : 234 projets finalisés, 82 projets en cours et 13 projets planifiés sur 329 projets approuvés pour un coût de 109 million de dollars américains sur un budget de 118 millions de dollars américains (contributeurs : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO - Development Operations Coordination Office).

Secteurs

QIPs Projets à effet rapide

Cohésion sociale / Justice / Petites infrastructures / Agriculture / Santé / Formation / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme / Activités génératrices de revenus / Sécurité

TF Fonds Fiduciaire

Négociations de paix / Processus de médiation / DDR / RSS / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Rétablissement de l'autorité de l'Etat / Appui aux forces de sécurité et de défense maliennes / Cohésion sociale

FP Fonds programmatiques S&R

Retour de l'autorité de l'Etat / Renforcement des capacités / Soutien aux Autorités régionales et locales et institutions nationales / Appui au processus de décentralisation

Rencontre sur le processus de consolidation de la paix au Mali

Le 30 novembre, la Section S&R a participé à un déjeuner-débat avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) afin de discuter des projets de consolidation de la paix pour 2022. La rencontre fut co-présidée par le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général (DSRSG), Coordonnateur Résident (RC) et Coordonnateur Humanitaire (HC), Mr. Alain Noudéhou, et Mr. Madou Diallo, le Représentant du Ministère des Affaires étrangères.

Plusieurs Ambassadeurs et représentants de différents pays ainsi que de la Banque Mondiale ont pris part aux discussions. Les thèmes abordés furent la coordination entre les nombreux acteurs et projets, la gouvernance, le retour de l'autorité de l'Etat, et le contexte de l'insécurité croissante.

Les participants ont convenu de renforcer la coopération entre les différentes parties prenantes et de soutenir les initiatives de prévention des conflits dans le sud du Mali.

Plaidoyer de la Directrice de la Section S&R

Au cours des derniers mois, Mme Loubna Benhayoune, Directrice de la Section S&R, a rencontré et discuté avec les représentants de plusieurs pays et Ambassades afin de sonder leur intérêt pour appuyer la stabilisation. Les pays concernés furent les suivants: Algérie, Arabie saoudite, Bénin, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Corée du Sud, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Ghana, Inde, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigéria, Sénégal, Suède, Tchad, et Turquie.

Elle a expliqué le mécanisme de financement du Fonds fiduciaire pour la Paix et la Sécurité par le biais duquel les Etats membres peuvent apporter leur contribution, afin de dynamiser les dividendes de la paix.

Mme Benhayoune a par ailleurs rencontré certaines institutions africaines, telles que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Toutes ces rencontres ont permis d'échanger sur le contexte actuel de mise en œuvre des projets en matière de stabilisation et relèvement.

Fonds programmatiques

Ateliers de sensibilisation et d'information sur la Zone de Développement des Régions du Nord du Mali

Des ateliers de sensibilisation et d'information sur la Zone de Développement des Régions du Nord (ZODEREN) ont été organisés dans les différents Cercles des Régions de Ménaka (11-18 octobre), Gao (19-22 octobre) et Taoudenit (20-25 octobre). Les mêmes ateliers sont prévus dans les Cercles de Tombouctou et Kidal en décembre et janvier 2022.

Tel que stipulé dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali de 2015, et dans le cadre d'une décentralisation poussée, le Gouvernement Malien a créé la ZODEREN en 2019. Constituée des régions de Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudenit, cette Zone vise la revitalisation du tissu économique dans le Nord du pays à travers la création des conditions idoines pour des projets structurants, y compris des facilités fiscales pour de potentiels investisseurs qui choisissent de s'y installer.

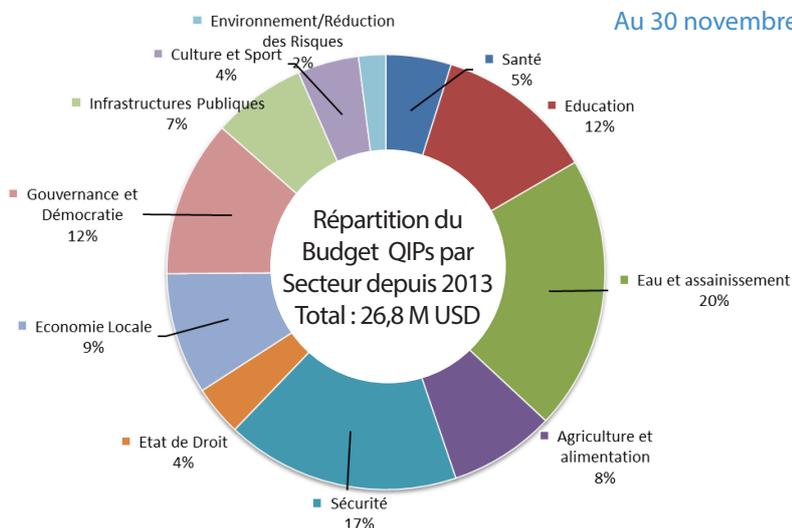
Malheureusement, ce concept novateur demeurerait fortement méconnu des acteurs concernés. Pour y remédier, et afin de faciliter son appropriation et son opérationnalisation, la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) met en œuvre un projet de renforcement des capacités de toutes les parties prenantes - acteurs nationaux, y compris élus locaux, représentants et responsables des services déconcentrés de l'Etat, acteurs de la société civile, opérateurs économiques et le grand public - afin de garantir l'adhésion du public et la création de la base de la ZODEREN. D'un montant de 266 990 411 FCFA, ce projet est financé grâce aux Fonds Programmatiques de S&R (2019-2020).

Financés par la MINUSMA, les projets à effet rapide (ou Quick Impact Projects - QIPs) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars américains et d'une durée de mise en oeuvre de 6 mois. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et pérenne, répondant aux

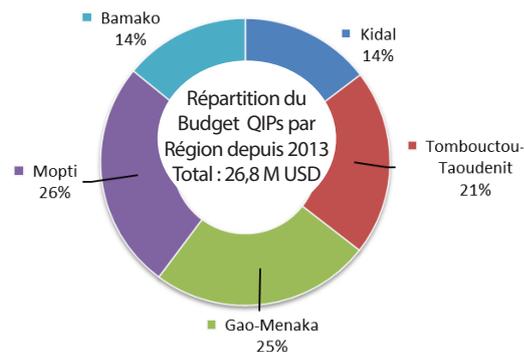
besoins prioritaires de la population, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures, la formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et du Centre et soutiennent les demandes provenant des autorités et communautés locales, des ONG, des associations nationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux, et certains en partenariat avec les Agences, Fonds et Programmes (AFP) de l'ONU.

Au 30 novembre 2021



Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



Faits marquants

1. Le projet QIP 'Construction de la salle de conférence de la mairie de la commune de Fakala, cercle de Djenne', Mopti, vise à faciliter la restauration de l'autorité de l'Etat et des services sociaux de base en dotant la commune de Fakala d'une salle de conférence. Il a été lancé le 1er octobre par le sous-préfet de la commune. Ce projet, d'un coût de 24 720 887 FCFA, est sponsorisé par le Bureau du Chef de Bureau de Mopti. Il permettra par ailleurs d'offrir un cadre d'échange convivial et ainsi améliorer les conditions de travail des agents de la commune.

2. Le 13 octobre, 2 projets QIPs ont été remis officiellement à la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Gao, sponsorisés par les Sections des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires (J&C) et des Droits de l'Homme (HRPD). Le premier projet porte sur la réhabilitation et la construction de cellules pour le «quartier des mineurs» pour un montant de 28 107 330 FCFA. Il vise à améliorer les conditions de détention des détenus mineurs et contribue ainsi à respecter leurs droits. ▶

▶ Le second projet consiste à renforcer la sécurité de la MAC de Gao. D'un montant de 21 216 740 FCFA, la réalisation de ce projet permettra d'offrir un meilleur dispositif de sécurité matérielle et physique à l'établissement conformément aux standards sécuritaires internationaux. Par ailleurs, ce projet cadre dans le mandat de la MINUSMA d'assistance et d'accompagnement des autorités maliennes dans leurs efforts de restauration de l'Etat de droit dans le Nord du Mali.

Ecoutez le reportage sur Mikado FM en cliquant [ici](#).



3. Le 14 octobre, le Responsable des programmes et l'ingénieur de la section S&R à Gao ont effectué une mission de terrain à Ansongo dans le cadre du suivi des projets QIPs sponsorisés par la Division des Droits de l'Homme et UNPOL. Un des projets visités fut celui du renforcement des capacités de la coordination des Associations féminines et de l'ONG CAFO d'Ansongo, pour une activité génératrice de revenus de tissage de sacs. Les visiteurs ont vérifié les qualités des matériels utilisés pour le tissage et apprécié le bon déroulement des activités du projet. Ce dernier vise l'amélioration des conditions de vie des femmes et la lutte contre la pauvreté et le chômage. Une recommandation résultant de cette visite est celle d'étendre l'appui de la MINUSMA à d'autres projets en faveur des femmes pour leur permettre de lutter contre la pauvreté et d'arriver à une autonomie financière.

4. Le 21 octobre, a eu lieu la cérémonie de clôture du projet 'Appui à la consolidation de la paix et à la protection des civils à travers le renforcement des capacités des femmes des médias de la région de Gao'. Sponsorisé par la Section PIO de la MINUSMA, le projet a renforcé les capacités d'autonomie financière de 45 femmes travaillant dans 24 radios de proximité des cercles de Gao, Ansongo, Bourem. Cela a inclus la production de 74 tables rondes interactives, 127 vox-pop, 25 spots en langues locales. L'accent fut mis sur une appropriation accrue de l'accord de paix par les populations locales, et en faveur de la protection civile dans la région de Gao, notamment le statut des femmes, la prévention de l'extrémisme violent et l'usage des stupéfiants chez les jeunes. La cérémonie officielle a été co-présidée par le Sous-Préfet de Gao, en présence du Chef de quartier de Djoulabougou, de la Présidente du Réseau des Femmes des Ateliers des Médias du Nord pour la Paix, de la coordinatrice régionale de l'Union Nationale des Radios et Télévisions Libres (URTEL), de l'ORTM et des bénéficiaires.

Le projet s'est conclu par deux reportages, sur Alafia et Songhay TV.



Projet de sécurisation, Mopti

5. Le 17 novembre, s'est déroulée la cérémonie de remise de deux nouveaux projets QIPs à Gao ayant pour but d'appuyer les communes de (1) Bara, Boura, Gabero, Gounzoureye, Temera et Taboye et de (2) Tin-Hamma, Talataye, Anchawadj, Tillemsi, Intillit et le Conseil régional de Gao à élaborer et réviser leurs PDESC (Programme de Développement Economique Social et Culturel) 2021-2025. Sponsorisés par la Division des Affaires civiles, ils permettront de renforcer les capacités des acteurs sur la planification locale et régionale.



6. Le 17 novembre, la remise officielle de deux projets de sécurisation passive des commissariats de police de Mopti et de Sévaré a eu lieu à la direction régionale de la police de Mopti. Sponsorisés par UNPOL, Ces deux projets ont pour objectif d'améliorer la sécurité et les conditions de travail du personnel des commissariats de police de Mopti et de Sévaré par la pose de barbelé, de portes coulissantes de 6m, de miradors armés, la sécurisation de la devanture avec bac à sable et la fourniture et pose de 24 caméras de surveillance avec 4 écrans pour un coût total de 49 567 000 FCFA. La cérémonie s'est déroulée sous la coprésidence du Gouverneur de région et du chef de bureau par intérim de la MINUSMA de Mopti. Le maire de la commune urbaine de Mopti, les autorités locales et les forces de défense et de sécurité ont pris part à la cérémonie.



7. Le 30 novembre, quatre adductions d'eau ont été remises aux populations de Ménaka, par le biais de leurs autorités régionales et locales pour un coût total de 99 194 560 FCFA. Sponsorisés par la Division des Affaires civiles, ces quatre projets à effet rapide s'inscrivent dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Chaque ouvrage est composé d'un forage équipé d'un système d'adduction d'eau potable, alimenté par des panneaux solaires, d'un château de 10m3 et de trois bornes fontaines réparties dans chacun des quartiers concernés. Pas moins de 9408 personnes bénéficieront directement de cette eau gratuite et facile d'accès.

Lors de sa visite à Ménaka en juin dernier, le Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE, s'est engagé à faire de la question de l'eau une de ses priorités.

Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).



Au 30 novembre 2021

Le Fonds Fiduciaire (FF) des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres. Le Fonds vise à apporter un appui aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les interventions humanitaires cruciales et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM)

C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

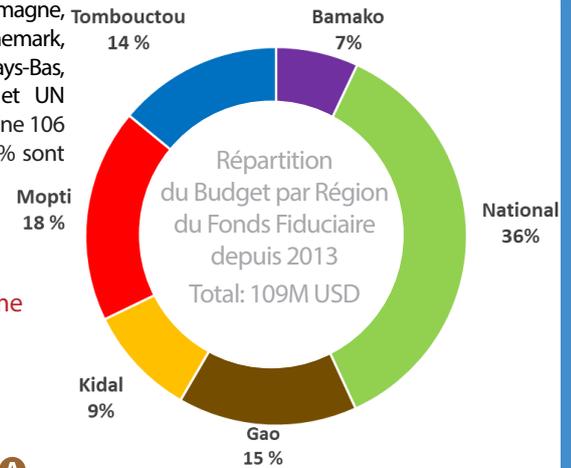
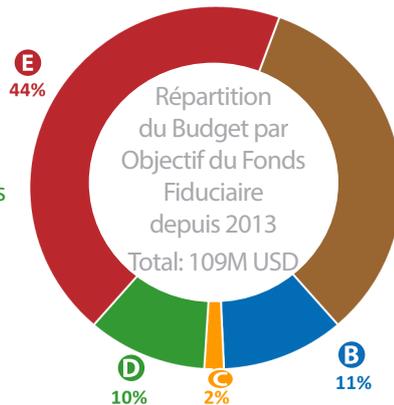
Faits marquants du mois

1. Le 12 octobre, la Section S&R a participé, à Bankass, à la cérémonie officielle de remise de deux projets du Fonds Fiduciaire (FF) pour la paix et la sécurité au Mali. Ces initiatives visent à renforcer les capacités fonctionnelles et opérationnelles du Commissariat de Police, pour favoriser le redéploiement progressif des Forces de Sécurité Malienne (FSM), la restauration de l'autorité de l'Etat, le retour des services sociaux de base, la restauration de l'image des FSM, ainsi que le renforcement de la protection des civils dans la Commune de Diallassagou (Cercle de Bankass) ainsi qu'à Koro, dans le Cercle de Koro. Parrainés par la Police onusienne (UNPOL) pour un montant total de 373 millions FCFA. Grâce à la contribution du Royaume de Belgique, ces projets visent à créer des répercussions positives sur la sécurité et la vie des habitants de Bankass et Koro. ▶

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 106 millions de dollars américains, dont 88% sont alloués aux projets existants.

Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

▶ L'implantation d'un Commissariat dans la Commune de Koro et un autre à Bankass, favorise d'une part le redéploiement des éléments de la Police nationale dans cette zone et renforce la sécurité et la protection des populations civiles. D'autre part, il encourage le retour de l'Etat et de son autorité, les services sociaux de base, la relance des activités économiques dont les populations dépendent largement. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).



2. La Directrice de la Section S&R s'est rendue à Mopti, le 13 octobre, accompagnée des représentants de 6 pays donateurs du FF, à savoir: Belgique, Canada, Danemark, Norvège, Pays-Bas et Suède. À travers le Fonds Fiduciaire, ces pays soutiennent le Mali pour consolider la paix en œuvrant dans des domaines comme la sécurité, l'accès à la santé, ou encore à la justice.

L'objectif de la visite était de constater la concrétisation de différents projets financés par les pays donateurs respectifs. ▼



▼ Des échanges avec les autorités administratives et militaires, des visites de projets ainsi que des entretiens avec les responsables du bureau régional de la MINUSMA étaient au programme.

La délégation s'est rendue au camp de la MINUSMA à Sevaré et au camp des personnes déplacées internes (PDI) de Socoura. Parrainé par la Division des Affaires civiles de la MINUSMA et financé grâce à la contribution du Danemark à plus de 41 millions FCFA, ce projet a permis d'assurer l'évacuation des eaux de pluie hors-site, pour protéger les populations déplacées des inondations lors de la saison des pluies.

La plateforme multifonctionnelle des femmes de Mopti a aussi été visitée. Cette plateforme est parrainée par l'Unité Genre de la MINUSMA et financé pour un montant d'environ 90 millions de FCFA grâce à une contribution de l'Autriche. Ce projet, a bénéficié à 200 jeunes femmes qui ont acquis des compétences pour la création de petites entreprises rentables répondant aux besoins de marchés locaux, organisés en comité de gestion et outillés en plan d'affaires.

Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).



3. Le 26 octobre s'est tenue la cérémonie de remise des équipements et matériels à l'Institut des Hautes Études et de Recherches Islamiques Ahmed Baba (Centre Ahmed Baba), qui abrite depuis bientôt deux ans une filière de formation pour la sauvegarde des manuscrits, rendue possible grâce au FF et le parrainage de l'UNESCO.

Au total, plus de 230 millions de FCFA, ont été mobilisés pour ce projet.

Depuis 2013, l'UNESCO et la MINUSMA sont engagées dans la sauvegarde du patrimoine culturel du Mali. Cet engagement s'est traduit par la reconstruction de mausolées, la réhabilitation et la rénovation de six bibliothèques de manuscrits, dont trois entièrement financées par les donateurs au FF.

Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).



4. Le 28 octobre, a eu lieu le lancement du projet de salle de veille pour la participation politique des femmes aux élections au siège des Vestibules de Veille des Femmes et des Filles (VVFF). La cérémonie fut ouverte par le Maire de la Commune I de Bamako, et coprésidée par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE, ▼

▼ et le Secrétaire général du Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille.

Ce projet a été financé pour plus d'un million de dollars américains, grâce aux contributions du Canada et de la Norvège au FF.

Contextualisé au Mali sous le nom de « Vestibule de veille », le projet vise à accompagner la participation des femmes et des filles aux prochaines élections au Mali. En partenariat avec l'AMPJF (Association Malienne pour la Promotion de la Femme et de la Jeune Fille), la MINUSMA, à travers son Unité Genre, a appuyé l'organisation de cette cérémonie de lancement. Une démonstration a été faite de l'opérationnalisation de cette toute première salle de veille.

Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).



5. Le 16 novembre, Janine Alm Ericson, la Secrétaire d'Etat chargée du ministère de la Coopération internationale au développement auprès du ministère des Affaires étrangères de la Suède et Kristina KHÜNEL, l'ambassadrice de la Suède au Mali se sont rendues à Gao. La visite a permis d'appréhender de visu la concrétisation de différents projets financés par la Suède, notamment le projet de la Case de la paix au bénéfice de 208 femmes de la région. Des échanges avec les autorités administratives et militaires, et avec les responsables du bureau régional de la MINUSMA ont eu lieu. A travers le FF, la Suède soutient le Mali pour consolider la paix en œuvrant dans des domaines comme la sécurité, l'accès à la santé ou encore à la justice. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

1. Du 11 au 15 octobre, la Section S&R a participé à une mission conjointe à Aguelhok, avec les divisions des Affaires civiles, Affaires politiques, la Force, UNPOL et Information Publique (PIO). Cette mission a visé à (1) échanger avec les acteurs locaux sur la faisabilité des projets à effet rapide et du FF au profit des communautés; (2) renforcer les capacités des ONG locales en matière d'élaboration et de mise en œuvre de projets; (3) rencontrer les jeunes et les femmes en vue d'identifier leurs besoins. Parmi les activités, la délégation s'est rendue à la maison de la société civile d'Aguelhok pour y rencontrer des femmes, a rendu une visite de courtoisie au Centre de santé communautaire (CSCOM) d'Aguelhok et organisé une séance de formation au profit des ONG locales sur la gestion de projets (QIPs & TF).

2. Tout au long des mois d'octobre et de novembre, la Section S&R a participé aux séances de sensibilisation «Thé dans le grin» organisées par la Section 'Outreach' (Unité Information Publique) dans les 5 régions et à Bamako, avec les représentants d'autres sections de la MINUSMA.

L'objectif était de sensibiliser, informer et échanger avec les communautés en langue locale, pour améliorer la connaissance et la compréhension du rôle et du mandat de la MINUSMA en appui de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix, ainsi que sur les rôles et responsabilités des autorités maliennes.

Chaque activité a rassemblé environ 200 personnes dont les Chefs de Quartier, les femmes, les jeunes et les enfants de la localité.

Ces séances ont permis de discuter de questions clés telles que le rôle de la jeunesse dans le contexte de la paix, ainsi que des projets de la Section en matière de stabilisation et de contribution au processus de transition au Mali.

